

(Rapport établi par le groupe de prêtres "Eglise-Monde" en janvier 1973)

PREMIERE PARTIE: LES FAITS

Les événements marquants peuvent se partager de la façon suivante: 1- avant la campagne électorale; 2- la campagne électorale pour la présidence de la République; 3- la campagne électorale pour la députation et les mairies; 4- le coup d'état; 5- la passation des pouvoirs; 6- les premiers cent jours du nouveau gouvernement.

1- Avant la campagne électorale

Cette période couvre les mois qui précèdent la date (20 octobre 1971) à laquelle devait commencer la campagne électorale, c'est-à-dire les mois d'août, septembre et début octobre 1971. Elle est marquée par la préparation du climat favorable à la campagne électorale.

Principaux faits

Le premier est la grève des instituteurs déclenchée le 7 juillet par l'association des instituteurs "Andes 21 juin". Cette grève bénéficiait de la sympathie et même de l'appui des étudiants, des ouvriers, des prêtres, des leaders paysans et des secteurs marginaux de la population en voie de conscientisation; mais elle fut mal accueillie par la base populaire dont le mécontentement fut habilement exploité par le gouvernement grâce aux moyens de communication sociale, à la peur et à la représentation.

Après une phase de grande extension, la grève périclita: les instituteurs abandonnèrent la lutte par suite des pressions, de la fatigue, du manque d'organisation ou simplement à cause de la faim. La grève se termina fin août, après avoir duré 52 jours au cours desquels Mgr Chávez González (1) servit de médiateur; sa médiation avait été sollicitée par les responsables de l'association "Andes 21 juin" et acceptée par le ministre de l'Education.

En septembre, les écoles passèrent par une phase de lent mais violent processus de mise au pas. Ce fut une époque de nervosité, de tension, de répression et de critiques de l'intervention de Mgr Luiz Chávez González. Après le règlement du conflit, en effet, le Ministère de l'Education tourna la grève en dérision en l'appelant "la grève inutile" et en rejetant les unes après les autres toutes les propositions qui avaient été auparavant acceptées. Mgr Chávez se vit donc dans l'obligation de publier, le 8 septembre 1971, une déclaration donnant des éclaircissements sur les motifs de sa médiation.

Cette grève servit à attiser les passions contre les mouvements de gauche, les partis d'opposition et le clergé, qui furent traités de communistes et qui se virent attribuer la responsabilité de toutes les manifestations de violence. Cela permit de justifier la mise en place d'un réseau d'espionnage et de déclencher la répression. Et c'est l'organisation paramilitaire appelée "Ordre" qui en devint l'instrument principal.

Nous pouvons inscrire à l'actif de ce groupe le vol et la destruction d'appareils de sonorisation dans plusieurs églises, des vols de voitures à l'Université, ainsi que l'incendie de la station "Radio populaire", la seule à se faire l'écho des dénonciations concernant la situation du pays. Ce groupe est également responsable d'arrestations, de poursuites policières, d'espionnage ou de tortures, ainsi que de la disparition et de la mort de nombreux meneurs de la grève, de responsables syndicaux ouvriers ou de membres des directions des partis d'opposition. Certains assassinats n'ont jamais fait l'objet d'enquêtes appropriées. Certaines disparitions n'ont jamais été élucidées. Au moment des fêtes nationales, des heurts se produisirent au cours de manifestations étudiantes, ce qui provoqua l'apparition de gestes de contre-violence de la part des étudiants et d'autres organisations.

Autre fait

Il est important de signaler la solidarité dont fit preuve à cette époque une grande partie du clergé de plusieurs diocèses, dont celui de San Salvador. Ce mouvement de solidarité fut suivi par quelques évêques. Ce fut le cas par exemple lors de la manifestation conjointe de l'archevêché de San Salvador pour la défense du jésuite José Maria Cabello menacé d'expulsion. Ce dernier se trouvait au milieu des habitants de la zone de Tutunichapa au moment de l'occupation des locaux du Collège médical. Le conseil presbytéral du diocèse donna son appui moral au P. Cabello; il analysa les causes qui expliquent de tels gestes et il s'adressa aux responsables du manque de logements; puis il accorda son soutien aux prêtres qui travaillent dans les secteurs marginaux de la population. Parallèlement, se tenait une réunion de 35 prêtres qui voulaient s'organiser pour ne pas rester des "francs-tireurs"; désireux de s'engager dans l'action, ils voulaient que ce fût le fruit, non du sentimentalisme ou du romantisme, mais d'une analyse globale de la réalité, afin de ne pas être victimes d'un certain "enfantillage politique".

Nous ne pouvons pas affirmer que cette solidarité avec l'ensemble de la hiérarchie fut parfaite. Nos évêques, en effet, et Mgr Chávez en particulier, devinrent l'objet de pressions de la part d'autres évêques, de prêtres et de laïcs qui leur reprochaient de faire preuve de faiblesse et de se laisser manoeuvrer par leurs prêtres.

La division de la hiérarchie apparut au grand jour quand le président et le secrétaire de la Conférence épiscopale annoncèrent à la presse que les déclarations de Mgr Aparicio, évêque de San Vicente, n'engageaient que sa propre responsabilité et non celle de la Conférence épiscopale. Ces déclarations faisaient suite à la parution d'un reportage du journal "Excelsior", au Mexique, dans lequel étaient reproduits des extraits d'une lettre pastorale de Mgr Aparicio lue et distribuée le 29 juin 1971 dans le diocèse de San Vicente (2). Cette lettre pastorale n'avait pas été publiée dans les journaux nationaux et l'hebdomadaire de Mgr Romera l'avait reproduite en la tronquant. C'est pourquoi elle avait été largement diffusée dans le peuple, commentée et analysée jusque dans des revues étrangères.

Après que le journal "Excelsior" l'eût fait connaître, les publications nationales, habilement manoeuvrées par des intérêts politiques, lui donnèrent alors une large publicité. On vit apparaître des comités fantômes de dames catholiques ou des comités pour la défense de la Patrie et de la Liberté qui se mirent à critiquer la Conférence épiscopale

(2) Le document faisait suite à des arrestations de prêtres sous l'accusation d'"activités subversives" et à des menaces d'expulsion de prêtres étrangers (N.d.T.)

mais surtout Mgr Chávez. Aucun organe de presse, même du côté des hebdomadaires catholiques, ne prit sa défense. Cela jeta un froid certain dans l'Eglise et sema le doute chez beaucoup de chrétiens. Un seul commentaire fut favorable à ceux qui soutenaient Mgr Aparicio: celui d'un programme de radio considéré comme contestataire; il estimait que l'enjeu dépassait la personne d'un évêque donné et que c'était la défense de l'Eglise comme telle qui était en jeu.

2- La campagne électorale pour la présidence de la République

Cette phase va du 20 octobre 1971 au 20 février 1972, date des élections.

Caractéristiques

Elle est caractérisée par une violence grandissante dans les querelles entre partis.

Les faits

Quatre partis font leur apparition, avec des positions idéologiques bien définies: l'Union Nationale de l'Opposition (UNO), coalition des partis dits de gauche; le Parti Populaire du Salvador (PPS), défenseur des intérêts des milieux industriels; le FUDI, lancé par les grands propriétaires terriens; et le Parti de la Concorde Nationale (PCN), parti officiel qui, en raison des positions des autres partis, bénéficie auprès de la majorité du peuple d'une situation probablement plus avantageuse du point de vue politique, car elle est celle du centre: ni à droite ni à gauche!

Alors que le principe admis pour la propagande électorale était, disaient-ils, celui de la dignité, l'euphorie des partis fit bien vite place, de par la force des choses et les agissements des forces de l'ordre, à la diffamation, aux injures, aux arrestations et même à l'assassinat. Parallèlement, les irrégularités du Conseil Central des Elections faisaient l'objet de dénonciations à cause des obstacles qu'il dressait aux candidatures de l'opposition, de ses refus d'enregistrer des plaintes concernant des bulletins de vote en double, l'excès de paperasserie...

Par rapport au clergé, les partis se partageaient en trois catégories différentes selon leurs convenances tactiques. L'Union Nationale de l'Opposition manifestait une certaine sympathie, sans doute sous l'influence de la Démocratie chrétienne; et nous pouvons affirmer que cette sympathie était réciproque. Le FUDI et le Parti Populaire du Salvador restaient pratiquement dans une attitude d'indifférence. Quant au Parti de la Concorde Nationale qui bénéficiait d'une propagande politique bien conduite à long terme, il se lança dans une campagne ouverte d'hostilité publique. C'étaient des calomnies, des menaces de remettre à leur place les curés nouvelle vague, des injures adressées aux membres des mouvements d'apostolat. Les slogans utilisés étaient: curés nouvelle vague, gauchistes, traîtres à la Patrie et à l'Eglise. On attirait l'attention sur un groupe de prêtres pour monter les gens contre eux ainsi que les autres prêtres et même la hiérarchie.

En analysant leurs discours, nous constatons la manière dont ils s'y prennent pour présenter au peuple l'attitude de ces prêtres: ils les accusent de détruire les traditions religieuses, d'avoir un comportement immoral, d'être les fourriers du communisme, et, par rapport aux autres

prêtres et évêques, de s'opposer à l'Eglise comme institution. En même temps qu'ils déclaraient avoir des entretiens avec nosseigneurs les évêques et leurs intimes, et en même temps qu'ils leur présentaient leurs respects, ils s'en prenaient publiquement aux groupes de prêtres en les traitant de contestataires. Ils se servaient comme exemple du manifeste contre le cardinal Casariego en expliquant qu'il représentait en fait une prise de position contre Notre Saint Père le Pape. De tels discours furent répétés à plusieurs reprises sur la place publique, à la radio et à la télévision.

A l'occasion de Noël, Mgr Chávez et Mgr Aparicio publièrent deux messages très pondérés. Mgr Chávez déclarait qu'il fallait tenir les promesses faites et qu'il n'était pas permis de tromper le peuple avec de vaines promesses ni mettre des obstacles à la liberté des citoyens au moment des élections.

De leur côté, des prêtres lancèrent un manifeste qui sortit quelques jours avant les élections dans les journaux, en publicité payante; il portait la signature de très nombreux prêtres de tout le pays. C'était une dénonciation dont la justesse fut reconnue, et c'était une protestation contre l'utilisation du sentiment religieux. Mais ce geste attira l'attention du parti officiel sur un certain nombre de prêtres et permit à l'Union Nationale de l'Opposition de renforcer sa propagande.

3- La campagne électorale pour la députation et les mairies

Cette période va de l'élection présidentielle du 20 février 1972 au coup d'état du 25 mars 1972.

Caractéristiques

Elle est caractérisée par une vive tension au moment des élections et par la fraude électorale organisée par le Conseil Central des Elections.

La répression et le harcèlement entraient dans une phase de rigueur croissante. On notait de façon tangible que la politique avait changé de ton. C'est parce que le parti officiel avait gagné les élections, quelle qu'en fût la manière, et parce qu'il s'imposait désormais comme dépositaire du pouvoir du plus fort. La plupart des gens se retiraient de la scène et se laissaient aller à une sorte de sentiment de frustration. Celle-ci augmenta lors d'une tentative de grève des bras croisés en signe de protestation, mais la grève se solda par un échec en raison de l'attitude de certains dirigeants. C'est dans ce climat qu'arriva le jour des élections du 12 mars. Elles se déroulèrent sous la menace de pressions des plus éhontées allant jusqu'au vol des urnes, aux menaces et à la vérification des votes secrets. De nombreux contrôleurs se retirèrent, estimant que leur présence était vraiment inutile. Dans ce climat d'angoisse, de heurts, d'emprisonnements, les prêtres furent réduits au même silence que le peuple; personne n'osait élever la voix dans l'attente de le faire en de meilleures occasions. Le journal "L'Indépendant" s'en prit aux curés "progressistes": "Où sont-ils donc passés?"

Principaux faits

Des incendies éclataient chez des petits commerçants de la capitale. Le but visé était probablement de faire retomber les accusations sur le parti de l'opposition, malgré les déclarations répétées du dirigeant principal de l'Union Nationale de l'Opposition d'après lesquelles il ne

fallait pas employer la violence, mais utiliser plutôt les tactiques électorales. Dans la liste des incendies, on pouvait noter en particulier celui de la librairie catholique et celui de la Radio catholique - l'un des derniers - comme si tous les autres n'avaient été provoqués que pour préparer une opération de dépistage. Quant à nous, nous avons jugé et dit que ces incendies relevaient de la responsabilité du gouvernement.

Grâce à la station radio de sa propriété et à quelques commentaires en ce sens, l'Eglise restait la seule voix capable de dénoncer ces agissements. Mais si l'on faisait taire cette voix à coup de menaces, il est certain que l'Eglise ne se hasarderait plus à parler. Le 19 mars, Mgr Aparicio publiait une lettre pastorale dans laquelle il dénonçait avec vigueur la situation, il encourageait à continuer le travail de promotion et il interdisait aux différentes paroisses du diocèse de chanter le Te Deum d'action de grâces en l'honneur du nouveau président.

4- Le coup d'état (3)

Le sentiment de frustration et le mécontentement du peuple, ajoutés aux dissensions parmi les militaires, offraient les conditions favorables à la préparation d'un coup d'état réalisé par des militaires qui deviendraient ainsi les sauveurs du peuple. Cette période va du 25 mars au 1er juillet 1972, date de la passation des pouvoirs.

Caractéristiques

Elle se caractérise par une frustration grandissante dans le peuple et par une répression accrue de la part du gouvernement. La fureur de la persécution et de la répression était surtout dirigée contre l'Union Nationale de l'Opposition.

Les faits

Il faut noter la signature du décret instituant la loi martiale et l'état de siège, occasion propice pour retirer tout espoir au peuple. Il y eut des rapt, des exils volontaires et forcés, des menaces, des conflits et des morts. La région la plus atteinte était celle de San Miguel. Dans la population, les paysans subirent les plus mauvais traitements. Une très grande partie du peuple en vint à penser qu'il s'agissait d'une provocation destinée à justifier la répression.

L'autre fait saillant fut le rôle joué par l'archevêque de San Salvador et par le nonce apostolique dans le coup d'état. Des contacts eurent lieu avec les rebelles et avec les "réguliers", contacts qui se terminèrent en dialogue à la nonciature. Dialogue dont personne n'eut connaissance du résultat, car il précéda la reddition des forces rebelles. Les chefs de file parvinrent à se réfugier à la nonciature. D'autres furent pris. M. Duarte était enlevé à l'ambassade du Venezuela et, après avoir été torturé, exilé au Guatemala; il se réfugia au Venezuela. Le Venezuela et le Panama protestèrent par la voie diplomatique.

En raison des fausses interprétations dont sa démarche était l'objet, Mgr Chávez se vit dans l'obligation de publier une déclaration pour expliquer les raisons de l'intervention de l'Eglise. Il rappelait que l'Eglise se doit d'être parfaitement désintéressée dans le service de tous

(3) Le 25 mars, M. Napoléon Duarte, démocrate-chrétien et chef de file de l'UNO, tente de renverser le colonel Molina qui venait d'être élu le 20 février à la suite d'élections frauduleuses. Malgré le concours d'une partie de l'Armée, le coup d'état ne réussit pas.

et que les objectifs poursuivis par le nonce et par lui-même étaient de sauvegarder la personne physique du président Sánchez Hernández (4) ainsi que la recherche d'un dialogue entre les deux parties en conflit dans le but d'éviter une plus grande effusion de sang.

A partir de ce moment, c'est la politique du silence observé par les différentes institutions. Le peuple donne l'impression d'agir sur ordres venus d'en-haut; bien qu'il croie en la vérité et en la justice, aucune voix d'encouragement ne se fait entendre. Mises à part quelques tentatives du parti démocrate-chrétien ou de certains syndicats, une attitude de réserve prévaut de tous les côtés. Réouverte, la station "Radio populaire" doit se soumettre aux pressions et mesurer ses déclarations. Les publications universitaires s'efforcent encore d'élever la voix, mais elles ne trouvent aucun écho. Le conflit de la Faculté de Médecine se développe et devient tellement aigu qu'il monopolise l'attention et fait oublier la situation.

Le clergé, de son côté, doit constater aussi avec angoisse que personne ne parle, malgré quelques tentatives intitulées "dialogue", mais qui ne sont en fait que des conversations privées entre le président de la République et quelques prêtres.

Deux lettres adressées à la Conférence épiscopale marquent cette période, mais elles restent sans réponse (5). L'idée d'un dialogue véritable au niveau de l'Eglise est avancée quelque temps après. Les évêques la retiennent, mais étant donné les désaccords sur le fond, l'offre de dialogue se borne concrètement à l'examen sans discussion de problèmes pastoraux en suspens.

5- La passation des pouvoirs

Nous avons dit que l'acte de la passation des pouvoirs, le 1er juillet 1972, constituait un événement dont la préparation avait été très politisée et très minutieuse.

Caractéristiques

Cette phase de préparation s'était traduite par des conférences de presse, par des visites à des institutions et des personnalités. Le nouveau président de la République s'inquiétait fort peu de savoir quel était le contenu de ces visites et comment elles seraient interprétées; l'essentiel pour lui était d'être présent et que cela fût répercuté par la radio, les journaux et la télévision. C'est ainsi qu'il assista à l'ouverture des jeux inter-lycéens où il fut conspué par les élèves. Il rendit également visite à certains collèges de la capitale, à l'Université catholique José Simeón Cañas; à des prêtres et même à la Conférence épiscopale.

Il ne s'agissait pas pour lui d'apporter ou de recevoir un message ou un appui. Il s'agissait simplement de se faire voir et de se servir de ces rencontres à des fins de propagande avant la passation des pouvoirs.

Le fait majeur

Nous avons cité la visite du colonel Molina à la Conférence épiscopale pour l'inviter à la cérémonie officielle. Il faisait ainsi preuve de

(4) Ancien président de la République en fonction jusqu'au 1er juillet 1972.

(5) cf. DIAL D 30 et D 44.

très grande perspicacité, grâce à la connaissance qu'il avait des divergences existantes et certain qu'il était que son invitation ne pouvait être rejetée. C'est ainsi qu'il obtint la nomination d'une commission épiscopale pour assister à la passation des pouvoirs. Certains évêques exprimèrent à titre personnel leur joie et leur accord en faisant chanter un Te Deum et en voyant la main de Dieu dans l'élection du colonel Molina, comme par exemple l'évêque de San Miguel dont la région était cependant la principale victime de la répression.

Mais le nouveau président ne s'intéressait pas à un évêque en particulier, mais bien à la Conférence épiscopale comme telle. C'était évidemment l'attitude de celle-ci qui pouvait seule dresser l'opinion publique contre les évêques. De nombreux tracts firent état du mécontentement devant cette manoeuvre. L'origine de l'un de ces tracts était connue: il s'agissait d'un groupe de prêtres (6). Quant aux autres qui critiquaient l'attitude des évêques et qui marquèrent l'instauration d'un climat de méfiance entre la hiérarchie, les prêtres et les laïcs, leur origine était inconnue.

6- Les premiers Cent Jours du nouveau gouvernement

Cette période s'étend du 1er juillet 1972 à aujourd'hui. Elle se caractérise par le développement d'une véritable campagne politique du Parti de la Concorde Nationale, commençant par des contacts avec des personnalités et des institutions, et se continuant par ce que l'on a appelé le "Gouvernement itinérant". Le gouvernement se rend dans les quartiers, il écoute la liste des revendications et il donne l'assurance qu'il va les satisfaire le plus rapidement possible.

Cette période est également caractérisée par l'ouverture de grands chantiers davantage destinés à manifester le pouvoir du régime qu'à régler les problèmes au profit du peuple. Par ailleurs, l'espionnage s'intensifie, ainsi que les poursuites policières et les conflits, afin de mieux juguler toute liberté d'expression et toute activité créatrice du peuple.

Principaux faits

C'est d'abord l'occupation de l'Université Nationale (7). Celle-ci avait des problèmes internes réels, mais elle abritait surtout l'un des noyaux de l'opposition. Au 19e jour de l'existence du nouveau gouvernement, l'Assemblée législative votait un décret déclarant l'inconstitutionnalité des autorités universitaires et de la loi organique universitaire, permettant ainsi la destitution de ces mêmes autorités.

Le même jour, une heure après le vote du décret, dans un mouvement parfaitement synchronisé, toutes les brigades de sûreté occupent l'Université: gardes nationaux, policiers de l'Intérieur, polices nationales, ainsi qu'une importante brigade de l'Armée de terre avec des canons et des tanks et l'intervention des avions de l'Armée de l'air. Des étudiants sont arrêtés en compagnie d'ouvriers, de professeurs, d'employés, et l'Université passe aux mains de l'Armée.

Une Commission de normalisation est nommée quelque temps après. Après une longue attente de deux mois, dans l'espoir d'un dialogue avec le

(6) cf. DIAL D 45

(7) cf. DIAL D 50

colonel-président Molina, avec le ministre du Travail, avec la Commission de normalisation, et malgré l'intervention de l'archevêque, le syndicat des travailleurs universitaires ne parvient pas à se faire entendre; les membres de l'Université se voient attribuer le salaire d'août à titre d'indemnisation, puis ils sont licenciés et le syndicat démembré.

L'autre fait important à signaler est l'attitude de Mgr Chávez. Le jour même de l'occupation de l'Université, il fait parvenir au président de la République un memorandum dans lequel il demande:

- l'abstention de gestes de violence de la part des brigades de sûreté;
- la libération des autorités universitaires, des professeurs, des étudiants et des ouvriers;
- le versement du salaire de juillet, puisqu'ils ont travaillé durant cette période;
- la réouverture de l'Université;
- l'attribution des subventions à l'Université catholique.

Après avoir réclamé l'extradition des autorités universitaires réfugiées au Nicaragua, le colonel Molina convoque la Conférence épiscopale, mais sans Mgr Chávez, l'auteur du mémorandum.

Mgr Chávez était donc absent lors de cette rencontre à laquelle d'ailleurs n'assistaient que trois évêques. Le secrétaire de la Conférence épiscopale déclara à la presse que l'Eglise accordait son appui inconditionnel au gouvernement pour tout ce qu'il avait fait. Etant donné que, par la suite, personne ne déclara le contraire, la réputation de l'Eglise ou plus exactement des évêques, devint désastreuse aux yeux du peuple. Un groupe de chrétiens d'une communauté de base envoya une lettre de protestation à l'évêque-secrétaire de la Conférence épiscopale pour lui demander de venir dialoguer dans leur paroisse. Le dialogue se termina par la réflexion de certains: "C'est une pitié pour l'Eglise d'avoir un évêque comme vous", et par celle de l'évêque: "Vous êtes des hérétiques".

Le barrage de Cerrón Grande

Les techniciens discutaient depuis longtemps du problème d'un barrage hydro-électrique à Cerrón Grande, sur le fleuve Rio Lempa qui arrose de nombreuses terres. Le projet entraîne l'inondation d'un certain nombre de terres à labour sur lesquelles vivent quelques milliers de paysans qui en tirent leur subsistance.

Au niveau des techniciens, de nombreuses commissions virent le jour pour l'étude du projet, mais pendant ce temps-là, des routes étaient ouvertes comme si le projet était approuvé. Les curés de la région, plus préoccupés de l'aspect humain que de l'aspect technique, se réunirent plusieurs fois et obtinrent qu'une réunion du clergé fût organisée pour la discussion du problème. L'idée d'une déclaration sur la question fut retenue, au moins à l'état de projet. Elle reprendrait à son compte les conclusions d'un rapport établi par l'ECA et demandant une prolongation des études préliminaires.

Le président de la République, de son côté, rendit visite à trois des endroits touchés par le projet de barrage. Il donna aux paysans l'assurance qu'ils n'avaient rien à craindre, car il veillerait personnellement à la question. La réforme agraire serait accélérée, et des camions viendraient les chercher pour les emmener afin qu'ils mesurent aux-mêmes les nouvelles terres qui leur seraient affectées.

Mais du jour au lendemain, le colonel Molina prend la décision de

construire le barrage de Cerrón Grande en déclarant que les recommandations du rapport de l'ECA ont été prises en compte, en ajoutant qu'il agit de la sorte pour le bien du pays, et en menaçant ceux qui s'opposeraient à sa décision.

Par la suite, la répression se fit effectivement sentir: des arrestations eurent lieu, et deux personnes arrêtées témoignèrent de l'utilisation de la torture. Le mensonge devenait permanent.

Les responsables du recensement des paysans touchés par le projet se trouvent être les membres de l'organisation "Ordre". Quand ils se présentent chez les gens, ils déclarent très souvent que "le président de la République va venir". D'autres fois, ils indiquent même les terres qui vont leur être affectées. Ils interrogent les gens sur les activités des prêtres de la région et ils interdisent aux gens d'assister à leurs rencontres. Cependant, les prêtres de la région continuent à suivre avec inquiétude la situation des paysans et ils s'efforcent de les organiser et de les conscientiser afin qu'ils soient en mesure de prendre eux-mêmes en main la défense de leurs droits et de recevoir des apais extérieurs. Il importe que les paysans ne soient pas victimes du mensonge et que les promesses soient tenues.

DEUXIEME PARTIE: ELEMENTS DE REFLEXION ET D'ANALYSE

1- L'attitude du gouvernement

En prenant comme base les premiers cent jours du nouveau gouvernement, nous pouvons dire que le pays s'achemine vers un régime totalitaire. Tout est décidé au sommet. S'il est vrai que le peuple n'a jamais eu aucune initiative en matière de participation aux décisions gouvernementales, il n'en reste pas moins vrai aujourd'hui qu'il n'existe même plus de possibilité d'exprimer une opinion critique ni d'avoir d'autre choix que celui du conformisme ou de la collaboration. On n'a plus le droit d'affirmer quoi que ce soit qui aille à l'encontre des décisions prises; c'est alors l'accusation de subversion, d'opposition au régime et donc de communisme (étant donné que l'on est arrivé à cet extrême de traiter de communiste toute personne opposée au régime).

Il n'existe pas non plus de liberté d'activité créatrice qui serait pour le peuple une façon de participer aux destinées du pays. La propagande du "Gouvernement itinérant" se fait sentir jusque dans les villages les plus reculés; celui-ci est présenté comme le Seigneur Tout-puissant auquel il suffit de s'adresser pour obtenir satisfaction; il y a d'un côté le peuple avec sa longue liste de réclamations, et, de l'autre, le Seigneur avec la promesse de les satisfaire le plus rapidement possible. Cette façon de procéder est non seulement mensongère, mais elle revêt en outre un caractère négatif parce qu'elle retire toute initiative aux municipalités. Ce n'est pourtant que le premier pas, car le suivant a trait à l'effort de conscientisation et de promotion populaire. Les coopératives et les entreprises communales ne vont pas tarder à être mal vues si elles n'ont pas l'approbation du gouvernement ou si elles ne tombent pas sous le contrôle du régime par le biais de l'organisation "Ordre". Dans leur travail pastoral, les curés sont accusés d'"hérésie"; ce qu'ils disent, ce qu'ils prêchent et les papiers qu'ils distribuent sont de plus surveillés (la propagande de l'organisation paramilitaire "Ordre" est ainsi rédigée: "Donne ton adhésion à Ordre si tu veux être utile à ta communauté". L'une des formes concrètes de collaboration consiste à dénoncer toute personne opposée à "l'ordre démocratique").

Les moyens de communication sociale se voient parfois autorisés à se livrer à une légère critique. Il est également parfois question de procéder à des consultations, mais c'est uniquement dans le but de masquer l'injustice régnante ou de sauvegarder l'apparence d'une démocratie formelle.

2- L'attitude de l'Eglise

Nous parlons ici de l'Eglise institutionnelle. Nous croyons vraiment qu'il faut distinguer trois aspects: les intentions, l'image de marque, et les conséquences qui en découlent.

Des prêtres et des évêques, en particulier dans le diocèse de San Salvador, ont réellement la préoccupation de suivre les problèmes et même de s'engager dans l'action. Mais ce désir est suivi d'un repli brutal, ce qui n'est pas sans poser des questions aux prêtres et aux laïcs. Les intentions sont les meilleures du monde: sauvegarder la collégialité épiscopale - qui, soit dit en passant, n'existe pas -, poursuivre des objectifs avant tout pastoraux, et éviter l'utilisation de l'Eglise par le socialisme ou le marxisme. On ne peut manquer de constater que l'image de marque, qui s'est formée dans l'esprit du peuple à la suite du comportement de la hiérarchie de l'Eglise institutionnelle, est celle d'une institution liée au pouvoir politique, utilisée par le capitalisme, capable de prononcer de belles paroles mais incapable de les mettre en pratique. Il n'est pas difficile d'en prévoir les conséquences: la distanciation, la rupture, la contestation et la crise de la foi. Nous estimons en toute sincérité qu'il est de notre devoir pastoral de nous interroger sur l'éloignement des chrétiens vis-à-vis de l'Eglise.

Si nous approfondissons davantage notre analyse, nous sommes amenés à nous poser de graves questions: Qui a le plus d'intérêt à mentir, à diffamer, à suspecter, à dresser contre les évêques le clergé et une partie du laïcat? Pourquoi tant d'efforts déployés à entretenir une situation faite de conflits internes continuels et de suspicion réciproque? Qui a intérêt à semer la division dans une Eglise où un accord existait dans le sens d'un engagement croissant pour un travail de promotion, et où l'apparition de groupes de prêtres et de laïcs n'était pas un signe de contestation, mais un effort de complémentarité?

Il existe certainement des intérêts puissants qui s'opposent à un travail de conscientisation. Nous savons très bien qu'une évangélisation faite à partir des réalités concrètes d'ici et d'aujourd'hui, fait prendre conscience au peuple des problèmes qui sont les siens. Un travail de conscientisation dont le point de départ est une pastorale incarnée, porte nécessairement atteinte aux intérêts politiques d'un régime totalitaire qui préfère un peuple sans opinion et sans voix.

Pour un gouvernement qui déclare son oeuvre "inspirée de l'Evangile et des documents de Medellin", qui est d'accord avec les évêques et qui fait les louanges du travail de conscientisation opéré par les prêtres soucieux non seulement de l'âme mais de l'homme tout entier, corps et âme (discours du colonel Molina pour les Cent Jours de son gouvernement), il se trouve que la possibilité de réaliser effectivement ce travail ne s'est pas encore présentée, mais que, par contre, d'autres moyens ont été utilisés comme l'information "désintéressée", la suspicion et la calomnie.

Nous estimons que si l'Eglise refuse, avec raison, d'être utilisée par le marxisme et le socialisme, elle court aussi le risque réel d'être

utilisée par le capitalisme. Dans son souci de ne pas se laisser marquer par des positions politiques unilatérales, ce qui est un danger très réel, elle court néanmoins le risque d'être utilisée par le régime actuellement en vigueur.

Seule une réflexion faite en Eglise et dans un véritable souci de conversion profonde au Christ et à l'Evangile, nous permettra de ne pas tomber dans l'un ou l'autre extrême et de ne pas continuer à être le jouet d'intérêts opposés.

Janvier 1973

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source "DIAL")